



Arrêt

n° 170 180 du 20 juin 2016
dans l'affaire X / VII

En cause : X

Ayant élu domicile : X

contre:

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VIII E CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 novembre 2014, par X, qui déclare être de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de la décision d'irrecevabilité d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, prise le 12 juin 2013, et de l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement (annexe 13septies), pris le 17 novembre 2014.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'arrêt n°X du 27 février 2015.

Vu la demande de poursuite de la procédure.

Vu l'ordonnance du 18 mai 2015 convoquant les parties à l'audience du 11 juin 2015.

Entendu, en son rapport, G. PINTIAUX, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me F. CALAMARO loco Me J.-P. VIDICK, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS loco Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Intérêt au recours

1.1. Interrogée à l'audience quant à son intérêt à agir en raison du rapatriement du requérant en date du 27 février 2015, la partie requérante indique qu'une procédure relative à un mariage est en cours et que si cette procédure devait aboutir favorablement, la partie requérante aurait vocation à faire retour en Belgique. La partie requérante invoque également une interdiction d'entrée qui, outre ce qui précède, justifie selon elle son intérêt à agir.

